



Conseil économique et social

Distr. générale
6 décembre 2006
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Quarante-cinquième session

7-16 février 2007

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi du Sommet mondial pour le développement social

et de la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

promotion du plein-emploi et d'un travail décent pour tous

Déclaration présentée par les organisations non gouvernementales, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après : American Psychological Association, Association internationale de psychologie appliquée, Association internationale des écoles de service social, Association mondiale de réadaptation psychosociale, Conseil international des psychologues, Fédération internationale de la vieillesse, Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales, Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, Fédération internationale des femmes juristes, Fédération mondiale de psychothérapie, Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, Fédération mondiale pour la santé mentale, Human Lactation Center, Society for the Psychological Study of Social Issues et Soroptimist International

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 2006.

* E/CN.5/2007/1.



Déclaration

1. Nous, organisations non gouvernementales internationales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et membres du Comité des organisations non gouvernementales sur la santé mentale, travaillant sous les auspices de la Conférence des organisations non gouvernementales (CONGO), sommes résolues à promouvoir la santé mentale et le bien-être des individus et de la société, en ayant recours à la prévention, au traitement et à la prestation de services de santé mentale de qualité par le biais d'activités de sensibilisation et d'éducation à l'ONU. Il y a longtemps que l'importance de la prise en compte de la dimension psychosociale dans le développement social, l'élimination de la pauvreté et la création d'emplois durables est négligée à l'ONU. Le nombre croissant de données scientifiques prouvant que les maladies mentales compromettent la qualité de vie et la productivité a permis de mieux faire connaître ce qui était fait sur le plan mondial en matière de santé mentale. Toutefois, pour mondialiser les activités menées, il importe de comprendre que le bien-être psychologique et émotionnel des individus, des familles et des collectivités est important pour le développement social et exige des gouvernements et des sociétés qu'ils coopèrent et fassent preuve d'initiative. La prévention doit être une activité prioritaire allant de pair avec la recherche, l'éducation, la capacité juridique, la formation et un système de santé tenant effectivement compte de la composante santé mentale et fassent fond sur l'action menée dans le domaine du développement économique et social. À titre d'exemple, le plein-emploi est un objectif répondant aux besoins de tous, notamment ceux qui connaissent la détresse mentale et vivent dans la pauvreté. Pour être productifs, les êtres humains doivent avoir un travail satisfaisant et être rémunérés de manière équitable, conformément à leurs capacités. À ceux qui sont exclus du fait de la discrimination, des préjugés ou d'une omission, il faut offrir les ressources juridiques et les services sociaux d'appui leur permettant de remédier à leur situation. En conjuguant leurs efforts, les secteurs de la santé mentale et du développement social peuvent bénéficier à ceux qui ont été écartés de l'équation. D'aucuns, autrefois considérés comme un fardeau, deviennent à leur tour des atouts pour leur communauté.

2. Ces objectifs communs sont aisément atteignables. Ils ne font pas appel à de nouvelles compétences puisqu'ils requièrent les mêmes méthodes de renforcement des capacités individuelles et collectives que celles qui servent aux économies développées, solides et autonomes, et aux sociétés civiles. L'alphabétisation, le développement économique, un emploi digne de ce nom et assurant des conditions de vie décentes, des lois efficaces et la mise en place d'infrastructures et de réseaux de services sociaux sont des tâches qui concernent tant la santé mentale que le développement social. Il en va de même des instruments d'évaluation des résultats obtenus par les populations et de leurs capacités en matière de planification des besoins sociaux au niveau local. La mise en commun des instruments, des données et de l'expérience acquise, relevant souvent de deux catégories distinctes, la santé mentale et le développement, favorisera le renforcement mutuel de ces deux domaines. Une collaboration entre le secteur de la protection sociale et celui de la santé pourrait permettre de prévenir la maladie mentale et d'éliminer la pauvreté à grande échelle.

3. Mesures prioritaires recommandées :

- **Le secteur de la santé mentale et celui du développement social devraient collaborer plus étroitement pour relever les défis collectifs et atteindre des buts communs;**
- **La reconnaissance de l'importance de la santé mentale dans l'élimination de la pauvreté passe par la promotion de la santé mentale et la prévention de la détresse mentale en tant qu'éléments clefs des activités de développement économique et social menées par le système des Nations Unies, les gouvernements et la société civile;**
- **L'objectif du plein-emploi doit aussi concerner ceux qui souffrent d'incapacités mentales;**
- **L'action en faveur du développement social sous tous ses aspects devrait inclure la prestation de services de santé mentale et de services sociaux de qualité;**
- **Les gouvernements, le système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales devraient veiller à ce que les ressources destinées aux handicapés mentaux soient mises à la disposition de tous, sous forme d'un emploi digne de ce nom, d'une protection juridique, de politiques et de services;**
- **Les gouvernements et le système des Nations Unies devraient être ouverts aux suggestions bien étayées des organisations non gouvernementales, telles qu'énoncées dans la présente déclaration;**
- **Le renforcement des capacités doit être un principe fondamental des activités éducatives et autres activités liées à la société civile des Nations Unies associées tant à la santé mentale qu'au développement social, qu'elles soient axées sur l'individu, la famille ou la communauté;**
- **L'évaluation des résultats obtenus par les populations et de leurs capacités doit aussi porter sur la santé mentale dans le contexte du développement social;**
- **L'élimination de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie et de la productivité de tous sont inhérentes à nos objectifs communs et il convient pour ce faire que le secteur de la santé mentale et celui du développement social procèdent à une mise en commun de la conceptualisation des questions de développement social, des instruments d'évaluation, de l'analyse des données et de l'expérience acquise.**